

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 19/3 (1992)

DOI: 10.11588/fr.1992.3.57591

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

l'impérialisme: la nécessité de mener une politique mondiale, si elle ne veut pas perdre son statut de grande puissance en Europe, alors même que cette politique mondiale contribue à rompre l'équilibre des forces en Europe en faisant de l'Allemagne une puissance hégémonique; d'où un rapprochement des autres puissances européennes qui menace l'existence même de l'Allemagne.

G. SCHMIDT (*Die Julikrise: Unvereinbare Ausgangslagen und innerstaatliche Zielkonflikte*) fait une analyse comparée de la crise de juillet 1914 et des crises antérieures pour conclure que c'est l'abdication du politique devant le militaire qui explique que la crise n'ait pu être localisée. Les stratégies militaires offensives et le mécanisme des alliances ont pris dès lors le pas sur la diplomatie.

A. HILLGRUBER (*Der historische Ort des Ersten Weltkriegs: Eine Urkatastrophe*) note que la guerre mondiale est le fruit d'une génération de dirigeants qui a perdu conscience de l'intérêt solidaire des grandes puissances européennes à préserver l'équilibre du système européen de 1815, modifié par l'unité allemande. La guerre mondiale signifie la fin du rôle politique indépendant de l'Europe.

Cet ouvrage fait parfaitement le point des recherches et réflexions actuelles sur la politique extérieure de l'Allemagne impériale. En soulignant avec insistance les contraintes extérieures de cette politique, il amène à s'interroger sur une alternative possible à la *Weltpolitik*, qui eût consolidé le statut de grande puissance de l'Allemagne sans menacer l'équilibre européen.

Christian BAECHLER, Strasbourg

Brigitte HATKE, *Hugo Stinnes und die drei deutsch-belgischen Gesellschaften von 1916. Der Versuch der wirtschaftlichen Durchdringung Belgiens im Ersten Weltkrieg durch die Industrie-, Boden- und Verkehrsgesellschaft 1916 m.b.H., Stuttgart (Franz Steiner), 1990, X-191 p. (Zeitschrift für Unternehmensgeschichte, Beiheft 56).*

On sait ce qu'a été, durant la Première Guerre mondiale, la *Flamenpolitik* allemande en Belgique: elle visait essentiellement à gagner à la cause allemande des Flamands qui, même la paix venue et la Belgique éventuellement restaurée, continueraient, espérait-on, à apporter à l'Allemagne un appui politique. On connaît beaucoup moins l'effort parallèle qui a été fait, à l'échelle belge cette fois, en matière économique: éliminer les capitaux et par conséquent l'influence française et anglaise, pour y substituer le capital allemand et par conséquent, de manière durable, l'influence allemande. Cet objectif, qui, comme la *Flamenpolitik*, s'inscrivait dans la longue durée, est défini précisément en ces termes par le gouverneur général von Falkenhausen en mai 1917 (voir p. 78). Seul Frank Wende avait jusqu'ici consacré quelques pages à ce sujet dans son ouvrage fondamental, *Die belgische Frage in der deutschen Politik des Ersten Weltkrieges* (Hamburg 1969). C'est le grand mérite de B. Hatke de l'éclairer de manière cette fois détaillée.

L'ouvrage met en avant le rôle et la personnalité de Hugo Stinnes. Stinnes a joué en la matière un rôle incontestablement majeur, et même à certains égards dominant, mais on peut penser que l'orientation choisie vient surtout du fait que l'auteur a puisé la plus grande partie de sa documentation originale dans les Papiers Stinnes.

Le premier tiers du livre trace un tableau d'ensemble des entreprises de Stinnes, analyse les relations économiques belgo-allemandes avant la guerre, et fait ressortir les traits généraux de la politique d'occupation allemande. Ce sont là des pages solides, bien informées (bien qu'on regrette de ne pas y trouver mention de l'étude de Franz Petri sur la *Flamenpolitik*), mais elles ne visent pas à autre chose qu'à fournir de bonnes mises au point. On y retrouve cependant au sujet de la Belgique certains de ces clichés aussi indéracinables que faux qui sont passés de la polémique politique dans les travaux scientifiques: p. 19, avant 1914 déjà, des »heftige Auseinandersetzungen« entre Flamands et Wallons, lesquels, bien que minoritaires, ont placé

l'Etat belge sous leur complète influence; p. 43, l'opposition »traditionnelle« entre Wallons et Flamands, ces derniers se sentant »von jeher benachteiligt und unterdrückt«. Le malheur, pour l'histoire, est que l'évolution actuelle de la Belgique tendra presque certainement à renforcer ces idées fausses.

Avec l'étude des sociétés de 1916, on entre dans le vif du sujet. Ces sociétés étaient des holdings qui devaient chapeauter des entreprises à capitaux allemands respectivement dans le domaine de l'industrie, de l'immobilier et des transports, ainsi que de l'eau, du gaz et de l'électricité. Leur activité ne fut cependant pas considérable. Ce qui apparaît bien est la disproportion entre l'ampleur du programme qu'elles étaient chargées de réaliser, et qui était celui que définissait von Falkenhausen, et la relative maigreur des réalisations. En fait de capitaux ennemis remplacés par des capitaux allemands, seuls des capitaux britanniques, après 1916, furent évincés, et cela dans des secteurs assez limités: un chantier naval à Anvers, des sociétés d'eau, de gaz et d'électricité à Anvers et à Bruxelles. L'instrument était prêt, certes, pour d'autres réalisations mais qui, avant la fin de la guerre, ne se firent pas. Le cas le plus curieux est sans doute celui de l'exploitation des mines de charbon de Campine où les Allemands butèrent contre les revendications des activistes flamands, leurs alliés politiques.

Sur la constitution des trois holdings de 1916, leur composition – où apparaît le Gotha des grandes entreprises allemandes, avec tout spécialement Stinnes –, leurs activités, leurs bilans, l'exposé de B. Hatke est d'une précision modèle. C'est de l'»Unternehmensgeschichte« menée avec toute la compétence voulue. Parmi les pages qui retiendront l'attention des spécialistes, il en est une qui mérite de figurer dans les anthologies: c'est une description concrète et documentée de la manière dont on fabrique un faux bilan (p. 144–145).

Le sujet, disions-nous en débutant, était peu connu. Il paraît bien, grâce au travail de Mme Hatke, cette fois, épuisé.

Jean STENGERS, Bruxelles

Anne ROERKOHL, Hungerblockade und Heimatfront. Die kommunale Lebensmittelversorgung in Westfalen während des Ersten Weltkrieges, Stuttgart (Franz Steiner) 1991, 378 p. (Studien zur Geschichte des Alltages, 10).

Il faut saluer ces études qui, en se consacrant à une région déterminée, permettent d'affiner un tableau général ou, éventuellement, de le modifier. La Westphalie, à cette époque, est d'autant plus importante qu'elle englobe des secteurs essentiels de la production de guerre, avec ses mines de charbon et ses usines d'armement, et il suffit de citer Dortmund et Bochum pour illustrer leur situation. Les surfaces agraires n'y sont pas majoritaires et l'élevage est loin d'être le facteur économique capital.

Le blocus imposé par les Alliés, par les Britanniques en particulier, se fait sentir peu de temps après le début du conflit et touche directement soit l'agriculture – importation d'engrais, de graines – soit l'apport de bétail pour la viande de boucherie et aussi fruits et légumes. Le blé, le seigle, et autres céréales, figurent parmi les produits qui subiront de plein fouet l'influence du blocus. Mais à cette influence s'ajoutent d'autres facteurs qui, rapidement, viendront aggraver la pénurie: l'imprévoyance des autorités, qui croyaient en une guerre courte, les déficiences du système d'échanges entre les zones agricoles riches et celles plus défavorisées dans ce domaine, la contradiction ville – monde rural et, bien sûr, toutes les spéculations et possibilités d'enrichissement que provoque une situation de crise.

Il est curieux de constater l'effet extrêmement négatif, et rapide, de la convergence de ces paramètres et les efforts déployés par les autorités civiles et militaires pour améliorer cette situation qui n'ont pas été couronnés de succès, bien au contraire. Il fallait avant tout préserver